

CONVENTION DE COLLABORATION  
DU 10 DECEMBRE 2003  
CONCERNANT LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

---

**Bilan 2008**  
**Programme d'actions 2009**

---



Rue Ducale, 4  
1000 Bruxelles



Il est très rapidement apparu dans l'histoire de l'ASA que mener des projets de simplification administrative nécessitait, bien au-delà de l'intégration des services fédéraux, des coopérations entre les administrations de toutes les entités fédérées. Une Convention de collaboration a dès lors été signée en décembre 2003 afin de donner une assise solide à cette coopération.

Les programmes de travail que la Convention engendre est le fruit d'une concertation entre l'ASA et les représentants des entités fédérées au Comité de concertation de simplification administrative ; il porte sur les dossiers de simplification que chaque pouvoir est prêt à mener en commun, c'est-à-dire avec au moins une autre entité. Il complète le programme annuel de l'ASA ainsi que les plans établis par projet. Il est par nature évolutif, est mis à jour régulièrement et approuvé une fois l'an. Certains dossiers sont de longue durée, voire permanents et suivent les développements du fédéral. D'autres sont limités à un objet particulier.

Les dossiers visent à partager voire intégrer les réformes, ou certains éléments comme par exemple l'amélioration de la réglementation, les instruments de mesure, les procédures intégrées, les offres de services électroniques, la communication partagée.

Pour tout renseignement sur le programme 2009, synthétisé ci-dessous, interrogez l'Agence, soit en consultant le site [www.simplification.be](http://www.simplification.be), soit en vous adressant aux responsables de dossiers cités dans le programme.

# Sommaire

A l'initiative de l'ASA, les services de simplification administrative des différents niveaux de pouvoir (fédéral, Régions et Communautés) travaillent ensemble depuis 2004 sur une série de dossiers de simplification :

- I. Le point de contact Kafka
- II. Le test Kafka et les analyses d'impact *ex ante*
- III. La Banque-Carrefour des Entreprises (BCE)
- IV. Mesure des charges administratives
  - A) *L'enquête auprès des entreprises*
  - B) *Le Standaard Kosten Model et le modèle de mesure Kafka*
- V. La coopération en matière de politique européenne et internationale
  - A) *Généralités*
  - B) *Participation WPRR – OCDE*
  - C) *Participation au HLG – UE*
  - D) *Réseaux de travail européens*
  - E) *Le programme européen « Start-Up »*
  - F) *La transposition de la « Directive Services »*
  - G) *Directive « Réutilisation des données publiques »*
  - H) *OCDE – Examen par les pairs (peer-review)*
- VI. Réduction des charges administratives pesant sur les agriculteurs (terminé)
- VII. Les marchés publics
- VIII. La base de données « diplômes »
- IX. Simplification administrative pour les personnes handicapées
- X. Simplification des formulaires
- XI. Les réductions et exonérations automatiques du précompte immobilier (suspendu)
- XII. La signature électronique
- XIII. Visites d'entreprises (pour mémoire)
- XIV. L'amélioration des contacts entre les administrations fédérale, régionales et communautaires
- XV. Vente des immeubles

## I. Le point de contact Kafka

Référence	❖ <i>Art.3 Convention de Coopération du 10 décembre 2003</i>
Documents	✓ <a href="#">Point de contact Kafka</a>
Rapport 2008	<p>Nombre de <u>messages recus</u></p> <p>Nombre Total de messages reçus en 2008 : 915 Nombre de messages utiles : 755 Nombre de messages d'info : 59 Nombre de messages inutiles : 101 Nombre de messages pour le fédéral : 637 Nombre de messages pour la région flamande: 58 Nombre de messages pour la région wallonne : 9 Nombre de messages pour la communauté française : 6 Nombre de messages pour la région de Bruxelles-Capitale : 11 Nombre de messages pour les communes : 27 Nombre de messages pour les provinces : 3 Nombre de messages concernant les entreprises : 195 Nombre de messages concernant les citoyens : 515</p> <p>Les messages destinés aux Régions et Communautés sont transmis régulièrement aux personnes concernées.</p> <p>La Flandre a mis un terme au « Meldpunt samen vereenvoudigen » et a rédigé un rapport final.</p> <p>Une plate-forme Kafka a été lancée en RBC : elle a pour but de rassembler toutes les initiatives en matière de simplification administrative existant en Région de Bruxelles-Capitale et se compose de représentants du ministère et des organismes para-régionaux.</p>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Repérer de nouvelles opportunités de simplification à partir du point Kafka</li><li>2. Poursuivre le transfert des messages et l'envoi des statistiques (ASA) aux niveaux de pouvoir respectifs (ex. : messages ayant trait au niveau régional transférés vers les régions wallonne, flamande et bruxelloise, indépendamment de l'origine du message, etc.)</li><li>3. Redynamisation du point « kafka.be » en tant que point de contact unique notamment auprès des entreprises et des citoyens francophones, suite au constat du volume plus faible de messages francophones, brochure-leaflet).</li></ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pour le point de contact ASA : (NI) <i>Kris Blancke</i> (02/289.00.69) et <i>Claire Hérin</i> (02/501.05.65)</li><li>▪ Pour les entités fédérées :<ul style="list-style-type: none"><li>- Communauté Française : <i>M. Havet</i></li><li>- Région Wallonne : <i>S. Scailquin (EasiWal)</i></li><li>- Communauté Flamande : <i>E. Vermoesen (Dienst Wetsmatiging)</i></li><li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>R. Slock</i></li><li>- Communauté germanophone : <i>B. Hick</i></li></ul></li></ul>

## II. Le test Kafka et les analyses d'impact ex ante

Origines	❖ <i>L'idée d'instaurer une concertation sur ce sujet est née des réunions informelles réunissant les cellules de simplification des Régions, des Communautés et de l'Etat fédéral.</i>
Documents	✓ <a href="#">Circulaire</a> ✓ <a href="#">Guide</a>

Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Evaluation des tests Kafka au niveau fédéral sur la période du 1<sup>er</sup> juin 06 au 31 mai 07.</li> <li>➤ Test Kafka en communauté française : le test Kafka est obligatoire pour toutes les notes présentées au Gouvernement de la Communauté française, hormis exceptions.</li> <li>➤ La VG a procédé à une mise à jour des guidelines AIR en automne 2008.</li> <li>➤ Au niveau flamand : Accord Institutionnel entre le gouvernement flamand, le parlement flamand, les conseils d'avis stratégiques et le SERV.</li> <li>➤ En RW, test Kafka et SCM opérationnels, réflexion quant à la mise en place d'un AIR.</li> <li>➤ En CG, test Kafka envisagé.</li> </ul>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au niveau fédéral : travaux d'intégration des différents tests actuels (test Kafka, développement durable, test du genre, etc) dans un éventuel test Kafka élargi (vers une RIA).</li> <li>2. Suivi des discussions au niveau international via les rapports et les recommandations.</li> <li>3. Préparation de sessions de formation et d'information sur l'éventuel élargissement des AIR pour les fonctionnaires fédéraux, régionaux et communautaires (sur base volontaire).</li> <li>4. RBC prévoit l'introduction du test Kafka dans le courant 2009.</li> <li>5. Les résultats du test Kafka sont désormais confrontés à ceux du Bureau de Mesure.</li> </ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Kathy Vanhoorne et Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Région Wallonne : <i>R. Materne et S. Scailquin (Easi-Wal) et M-J. Baeken (cabinet du Ministre-président),</i></li> <li>- Communauté Flamande : <i>F. Vanlaere et E. Vermoesen (Dienst Wetsmatiging)</i></li> <li>- Communauté Française : <i>M. Havet</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>R. Slock</i></li> <li>- Communauté germanophone : <i>???</i></li> </ul> </li> </ul>

### III. La Banque-Carrefour des Entreprises

Origines / références	❖ <i>Art.4 Convention de coopération 10 décembre 2003.</i>
Documents	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PPT par la BCE</li> <li>✓ Rapports de réunion</li> <li>✓ Guide de simplification ASA/Chapitre I (power point sur <a href="http://www.simplification.be">www.simplification.be</a>)</li> </ul>
Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <u>18/03/08 : réunion du comité d'experts sur les points suivants :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>la méthodologie "Collecte Unique des Données" pour les fonctionnaires régionaux,</i></li> <li>- <i>un manuel de la rédaction de FAQ,</i></li> <li>- <i>la communication vers les entreprises.</i></li> </ul> </li> <li>➤ Easi-Wal–RW a procédé à une analyse des données requises dans les procédures wallonnes pour les comparer avec celles qui se trouvent déjà dans la BCE.</li> </ul>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Améliorer l'information donnée aux Régions concernant la nature et la fiabilité des données reprises dans la BCE.</li> <li>2. Promouvoir l'utilisation des données BCE dans les services des entités fédérées, puis des pouvoirs locaux (collecte unique des données).</li> <li>3. Encourager les Régions et Communautés à apporter à la BCE les données qui relèvent de</li> </ol>

	<p>leurs compétences directes (voir chapitre VII – point 4).</p> <p>4. Evoluer vers un comité d'utilisateurs.</p> <p>5. Cadastre des institutions publiques de tous niveaux de pouvoirs, identifiées par leur n° d'entreprise (voir chapitre VII – point 4).</p>
<b>Personnes de contact</b>	<p>Les représentants de l'ASA, de la BCE et des cellules de simplification administrative des entités fédérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ BCE : <i>Marie-Christine Colin, Véronique Cambier et Frank De Saer</i></li> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Fedict : <i>Luc Van Tilborgh</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Région Wallonne (Easi-Wal) : <i>D. Cornet</i></li> <li>- Communauté Flamande (Corve) : <i>B. Misseeuw</i></li> <li>- Communauté Française (ISA) : <i>G. Habyarimana, M. Havet</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>R. Slock, F. Du Mortier</i></li> <li>- Communauté Germanophone : <i>B. Hick</i></li> </ul> </li> <li>▪ (...)</li> </ul>

## IV. Mesure des charges administratives

### A) L'enquête auprès des entreprises

<b>Référence</b>	❖ <i>Art.5 Convention de coopération 10 décembre 2003.</i>
<b>Documents</b>	✓ Rapports relatifs à l'enquête 2000 ; 2002 ; 2004 ; 2006
<b>Rapport 2008</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Synthèse évolutive des résultats.</li> <li>2. Diffusion du rapport 2007 pour l'analyse des résultats quantitatifs et qualitatifs.</li> </ol>
<b>Objectifs 2009</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mars-Avril : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ actualisation de l'échantillon (INS-BFP-ASA)</li> <li>▪ Actualisation des questionnaires (ASA, Bureau Fédéral du Plan)</li> </ul> </li> <li>➤ Avril : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Communication aux Régions (Régions)</li> </ul> </li> <li>➤ Mai : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Test du site Internet (BFP)</li> <li>▪ Préparation des envois (BFP-ASA)</li> </ul> </li> <li>➤ Juin : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Envoi des questionnaires (BFP)</li> <li>▪ Ouverture du site Internet (BFP)</li> <li>▪ Programme d'encodage (BFP)</li> <li>▪ Envoi lettre de rappel</li> </ul> </li> <li>➤ Juillet-Août : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Encodage des réponses (BFP)</li> <li>▪ Relance téléphoniques et électroniques (BFP)</li> </ul> </li> <li>➤ Septembre (selon C.O. de l'ASA) : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Note avec tableaux relatifs aux premières estimations du montant des charges administratives (BFP)</li> </ul> </li> <li>➤ Novembre : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contacts avec les Régions (ASA-BFP-Régions)</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Décembre : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapport final sur les charges administratives (BFP)</li> </ul> </li> </ul>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Cellules simplifications des entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Région Wallonne: <i>R. Materne et S. Scailquin</i> (Easi-Wal), <i>J. Delame</i> (CESRW)</li> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>N. Van Neck</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>R. Slock</i></li> <li>- Communauté Française (ISA) : <i>M. Havet</i></li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## B) Le Standard Kosten Model et le modèle de mesure Kafka

Référence	❖ <i>Art.5 Convention de coopération 10 décembre 2003.</i>
Documents	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le manuel « <a href="#">Modèle de mesure Kafka – guide pratique destiné à quantifier les charges administratives</a> » ;</li> <li>✓ Le rapport d'évaluation « <a href="#">Charges administratives dans le secteur du transport routier de marchandises</a> ».</li> <li>✓ Rapports semestriels.</li> </ul>
Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Actualisation des paramètres de base, en particulier des nouveaux coûts (aussi bien le tarif que le salaire) : liste finalisée.</li> <li>➤ Mesure de la législation fédérale parue au Moniteur Belge : 2 rapports janvier-avril 08 et mai-août 08 disponibles.</li> <li>➤ Mesure de Tax-on-Web</li> </ul>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Echange entre les participants de toute information ou document intéressant concernant la mesure des charges administratives et les projets qu'ils développent sur ce sujet.</li> <li>2. Fédéral : résultats des mesures de la législation fédérale parue au MB en 2008 par le Bureau de Mesure de l'ASA (mai 2009).</li> <li>3. Région Flamande : mesure zéro par les services non-pionniers.</li> </ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA – Bureau de Mesure : <i>Kris Blancke</i></li> <li>▪ Au niveau des entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Région Wallonne (Easi-Wal) : <i>R. Materne et S. Scailquin</i></li> <li>○ Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>N. Van Neck et E. Vermoesen</i></li> <li>○ Région Bruxelles-Capitale : <i>R. Slock</i></li> <li>○ Communauté Française (ISA) : <i>M. Havet</i></li> <li>○ Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## V. La coopération au niveau européen et international

### A) Généralités

Référence	❖ <i>Art.6 Convention de coopération 10 décembre 2003.</i>
-----------	--

Rapport 2008	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Echange, entre les différents niveaux de pouvoir, d'informations ayant trait à la simplification administrative, l'amélioration de la qualité réglementaire et leur suivi et concernant les initiatives de l'Union européenne et de l'OCDE.</li> <li>2. Contributions écrites aux questionnaires et demandes des O.I.</li> </ol>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Collaboration plus intense sur certains sujets (notamment sur la mesure des charges administratives et l'amélioration de la réglementation, cfr. ci-dessous).</li> </ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Erwin De Pue, Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Les cellules de simplification administratives des entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Française (ISA) : <i>M. Havet</i></li> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li> <li>- Région Wallonne : ???</li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## B) Participation WPRR – OCDE

Référence	❖ <i>Le WPRR (Work Party for Regulatory Reform – OCDE –) est le creuset des réflexions relatives à la réglementation sur la compétitivité des entreprises.</i>
Rapport 2008	Voir la collaboration peer review sur la gouvernance 2008.
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Collaborer à la rédaction des réponses aux questionnaires des organisations – <i>cfr V.I)</i> ;</li> <li>2. Echanger les informations et documents relatifs aux projets OCDE et à leur (éventuelle) implémentation à chaque niveau de pouvoir ;</li> <li>3. Déterminer les actions à mener dans le cadre de ces projets ;</li> <li>4. Répartir les tâches et coordonner la mise en œuvre de ces projets en Belgique;</li> <li>5. <i>voir chapitre V. H) ci-dessous</i> : « peer review 2008 ».</li> </ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li> <li>- Région Wallonne (Easi-Wal) : <i>S. Scailquin et R. Materne</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté française : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## C) Participation au HLG (UE)

Référence	❖ <i>Le High Level Group on Better Regulation (HLG) a pour objectif de soutenir la Commission dans l'exécution des Programmes d'action « Better Regulation » et « Simplification administrative ».</i>
Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ En 2008, ce groupe ne s'est réuni qu'à 3 reprises et a évolué vers un forum où la Commission européenne vient faire rapport sur les progrès accomplis. La plupart du temps, l'information est déjà disponible par ailleurs puisqu'elle a été communiquée au sein d'autres groupes de travail.</li> <li>❖ Certains Etats membres se posent des questions quant à l'utilité de ce HLG.</li> </ul>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Echange de documents sur les initiatives de l'UE,</li> <li>2. Echange des informations et documents relatifs aux projets européens et à leur (éventuelle)</li> </ol>

	<p>implémentation à chaque niveau de pouvoir,</p> <p>3. Détermination des actions à mener dans le cadre de ces projets,</p> <p>4. Répartition des tâches et coordination dans la mise en œuvre de ces projets en Belgique.</p>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Erwin De Pue</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li> <li>- Région Wallonne : ???</li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté française : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## D) Réseaux de travail européens

<b>Référence</b>	❖ <i>COM(2006)690 final et COM(2007)23</i>
<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DEBR : <a href="http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/index_en.htm">http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/index_en.htm</a></li> <li>✓ Programme d'action "What a relief"</li> </ul>
<b>Rapport 2008</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise à jour de l'information sur les mesurages par le Fédéral sur le website <a href="http://www.administrative-burdens.com">www.administrative-burdens.com</a></li> <li>➤ Réunion "Standard Cost Model Steering Committee" le 13 mars 2008 à Londres.</li> <li>➤ DEBR (Directors and Experts of Better Regulation) comité de concertation les 29-30 Mai à Paris.</li> <li>➤ Formation « Better regulation » proposée par le DEBR : 3 jours en juillet-août.</li> <li>➤ La réunion du SCM steering Committee a eu lieu le 18 juin à Bruxelles.</li> <li>➤ Concernant "What a relief": la Belgique a organisé un séminaire sur la diminution des charges administratives pour les citoyens en novembre 2008.</li> </ul>
<b>Objectifs 2009</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Continuer à s'échanger, régulièrement, des informations sur les initiatives de l'UE+OCDE</li> <li>2. Prochaine réunion du SCM Steering Committee : 13 mars 2009 à Londres.</li> <li>3. Prochaine réunion du DEBR : 3-5 juin 2009 à Stokholm.</li> </ol>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Kris Blancke</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen en E. Groené</i></li> <li>- Région Wallonne (Easi-Wal): <i>S. Scailquin</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté française : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## E) Programme européen « Start Up », dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne renouvelée

<b>Référence</b>	Sommets européens 2006 et 2008
<b>Documents</b>	<p><i>Sommet 2006</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Document de travail de la Commission européenne du 26/1/2007 "<a href="#">Assessing Business Start-up Procedures in the context of the renewed Lisbon strategy for growth and jobs</a>".</li> <li>✓ Cfr website de l'ASA : <a href="#">Benchmark démarrer une entreprise.</a></li> </ul>

	<p><i>Sommet 2008</i></p> <p>✓ Small business Act</p>
<b>Rapport 2008</b>	<p><i>Sommet 2006</i></p> <p>Suite à une évaluation effectuée en juin 2008 par l'ASA, en collaboration avec les administrations concernées et grâce au fait que nous avons négocié avec la Commission européenne la prise en compte uniquement des procédures génériques, la Belgique s'est avérée être dans les 8 pays ayant réalisé les objectifs fixés lors du Conseil européen du printemps 2006.</p>
<b>Objectifs 2009</b>	<p><i>Sommet 2008</i></p> <p>Dans le Small Business Act approuvé par le Conseil de la Compétitivité en décembre 2008, la Commission européenne a exprimé son souhait de poursuivre les efforts demandés lors du Sommet de 2006 et a fixé de nouvelles recommandations visant à accorder les autorisations spécifiques dans un délai d'un mois, sauf en cas de risque sérieux pour la santé publique ou l'environnement.</p> <p>Actions prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer aux réunions des coordinateurs nationaux à la Commission européenne (la prochaine réunion est prévue le 23 février 2009) .</li> <li>- Préparer les dossiers d'évaluation en collaboration avec les administrations compétentes de chaque niveau de pouvoir (la Commission européenne nous a demandé d'établir la liste des procédures d'autorisations spécifiques pour 5 modèles d'entreprises et d'indiquer la durée de délai pour l'octroi de l'autorisation et le coût.</li> <li>- Poursuivre, en collaboration avec tous les niveaux de pouvoir, les efforts consentis pour réduire, via l'application de techniques de simplification, la durée des procédures spécifiques.</li> </ul>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : Jocelyne Julémont (coordinatrice nationale Start Up)</li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li> <li>- Région Wallonne (Easi-Wal) : <i>S. Scailquin</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>S. Stazask</i></li> <li>- Communauté germanophone : <i>O. Hermanus et R. Langela</i></li> <li>- COCOF : <i>M. Schouppe</i></li> </ul> </li> </ul>

## F) Transposition de la Directive "Services"

<b>Référence</b>	❖ <i>Directive 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.</i>
<b>Rôle de l'ASA</b>	Coordonner le chapitre II de la Directive relatif à la simplification administrative (simplification des procédures et formalités pour accéder et exercer une activité de service, mise à disposition de ces procédures par voie électronique et par l'intermédiaire d'un guichet unique, organisation de l'information autour de ces procédures).
<b>Rapport 2008</b>	<p><u>Coordination générale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présidence et secrétariat Groupe de Travail mixte</li> <li>✓ Intervention dans différents colloques (Union des villes bruxelloises en février 2008, villes flamandes en octobre 2008, ...)</li> <li>✓ Participation aux GT experts à la Commission européenne (VG, notamment).</li> </ul> <p><u>Screening simplification</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Contacts avec autres niveaux de pouvoir pour déterminer le scope des projets chapitre II.</li> </ul>

	<p><u>Droit à l'information</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Décision du Comité de Concertation (07/2008) d'utiliser un catalogue de produits et un portail commun.</li> <li>✓ Elaboration par l'ASA d'un case « Hôtel-Restaurant » et de use cases professions libérales économiques</li> <li>✓ Rédaction par l'ASA d'un template et d'un vade-mecum validé par le GT ad hoc et les GEA (guichets d'entreprise agréés) Tous niveaux de pouvoir.</li> </ul>
Objectifs 2009	<p><u>Coordination générale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite GT mixte (simplification, IT, communication)</li> </ul> <p><u>Screening simplification</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Attente des résultats des entités fédérées car important sur le volet « Droit à l'information » (scope du projet).</li> </ul> <p><u>Droit à l'information</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite des groupes de travail ad hoc.</li> <li>✓ Développement d'un outil pour le catalogue de produit sur base du template (CMS).</li> <li>✓ Coordination par l'ASA de l'input pour le catalogue de produits (information brute).</li> <li>✓ Remplissage par l'ASA des metadata (dans la mesure des possibilités).</li> <li>✓ Proposition de mise en forme du Portail par COMEX, en collaboration avec l'ASA.</li> </ul> <p><u>Guichets uniques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Définition par chaque entité des modalités de fonctionnement des GEA.</li> <li>✓ Rédaction d'un projet de loi horizontal (à intégrer dans la loi horizontale « simplification »).</li> <li>✓ Comité de concertation : étendre le champ d'action des GEA aux matières des entités fédérées.</li> </ul>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : Jocelyne Julémont et Erwin De Pue</li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen en E. Groené</i></li> <li>- Région Wallonne (Easi-Wal) : <i>S. Scailquin</i></li> <li>- Communauté Française : <i>O. Mahy, S. Rocour, M. Rothschild</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> <li>▪ Le GT mixte Directive Services est composé des membres : <ul style="list-style-type: none"> <li>- du Comité stratégique de l'accord de coopération e-gov</li> <li>- du Comité de concertation simplification administrative</li> <li>- de Comex</li> <li>- de la Task force CE/MI ad hoc</li> <li>- du SPF Economie</li> </ul> </li> </ul>

## G) Directive "Réutilisation des données publiques"

Référence	❖ Directive du 17 octobre 2003 relative à la réutilisation des informations publiques (2003/98/CE)
Rapport 2008	<p>(a) Concertation de l'ASA avec toutes les régions et communautés pour la transposition de la directive en droit belge. La procédure d'infraction a été levée in extremis.</p> <p>(b) Adoption des lois et arrêtés, décrets et ordonnances. Dernier AR fédéral relatif à la</p>

	<p>commission de recours section réutilisation (29 avril 2008).</p> <p>(c) Fédéral : Comité de la Transparence : élaboration d'un questionnaire de collecte, d'un catalogue des données réutilisables, recherche d'une solution de catalogue électronique.</p> <p>(d) Participation aux activités de l'UE, notamment via <i>EPSI plus</i>. Participation au réseau international (OCDE).</p> <p>(e) Révision de la directive : consultation des stakeholders en juillet , remise du point de vue belge à la CE, contribution au séminaire de Bruxelles (13 juin 2008).</p> <p>(f) Commercialisation des données entreprises (voir site ASA actualisé).</p>
Documents	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Loi du 7 mars 2007</li> <li>✓ AR du 19 octobre 2007</li> <li>✓ AR du 29 avril 2008</li> <li>✓ AR du 18 juillet 2008 (BCE)</li> <li>✓ Décrets (flamands, wallons, communauté française, Bruxelles) et ordonnances</li> <li>✓ Textes et <i>ppt.</i> du colloque du 11 décembre 2007</li> <li>✓ Voir <a href="http://www.simplification.be">www.simplification.be</a> et <a href="http://www.epsiplus.net">www.epsiplus.net</a></li> </ul>
Objectifs 2009	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Elaboration du catalogue électronique des données réutilisables au niveau fédéral (automne 2009).</li> <li>2. Un groupe de travail sur la comptabilité publique fédérale devrait rechercher les garanties de transparence exigées par la directive.</li> <li>3. Poursuite des activités de l'UE, notamment via <i>EPSI plus</i>.</li> <li>4. Participation au réseau international (OCDE).</li> <li>5. Information vers les autres régions et communautés sur demande.</li> <li>6. Echange des informations pertinentes (juridiques, bonnes pratiques, litiges, solutions,...) entre les autorités fédérales et toutes les entités fédérées.</li> </ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos et Claire Hérin</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande : CFL : <i>P. Goethals, J. Bouciqué, R. Suys, W. Verdonck et M. Verhavert</i> (département Proces en- Informatiebeheer)</li> <li>- Communauté Française : <i>G. Habyarimana, O. Mahy et O. Demille, I. Roux, N. Lollo (CGRI)</i></li> <li>- Région Wallonne : <i>D. Sibille</i></li> <li>- Région Bruxelles Capitale : <i>O. Dupont, S. Van Ommeslaeghe</i></li> <li>- Communauté Germanophone : <i>M. Marquet</i></li> </ul> </li> </ul>

## H) OCDE – Examen par les pairs (peer-review)

Référence	❖ <i>Documents PR.be</i>
Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'UE a commandé à l'OCDE des examens relatifs à la capacité de gestion réglementaire des 15 premiers Etats membres, dont la Belgique.</li> <li>✓ L'ASA a assuré la coordination générale, en contact permanent avec les experts de l'OCDE et les représentants des entités fédérées.</li> <li>✓ L'ASA a, dans une première phase, constitué le groupe de pilotage '<i>CCSA</i>' et répondu au questionnaire préliminaire de l'OCDE (80 questions, près de 200 pages de réponse) en incluant des éléments fournis par les entités fédérées.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La seconde phase, les interviews par les pairs de personnes ressources, s'est déroulée en deux parties : le fédéral du 25 au 28 novembre (contribution de 40 experts) et les entités fédérées du 3 au 5 décembre (dizaine d'experts de chaque région et communauté).</li> </ul>
Objectifs 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'ASA assurera le suivi du peer review en 2009 : les experts de l'OCDE vont en effet rédiger un pré-rapport qui sera soumis aux entités fédérées participantes en [juin] 2009. Les amendements seront discutés au CCSA dans le mois et finalisés à la [mi-2009].</li> <li>✓ Transmission par l'ASA du rapport amendé en [juin 2009] (selon calendrier OCDE).</li> <li>✓ L'ASA et la Représentation Permanente OCDE mettront tout en œuvre pour aider la Région de Bruxelles-Capitale à contribuer au peer review.</li> <li>✓ Un rapport global reprenant les 15 pays européens concernés sera rédigé pour le début 2010.</li> </ul>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos, Kathy Vanhoorne et Thierry Elsoucht</i></li> <li>▪ + 1 représentant par région : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Région Wallonne (Easi-Wal) : R. Materne et <i>S. Scailquin</i></li> <li>○ Communauté Française : <i>M. Chapel et M. Havet</i></li> <li>○ Communauté Flamande (Dienst Wetsmatiging) : E. Vermoesen</li> <li>○ Région Bruxelles-Capitale : L. Coppens et R. Slock</li> <li>○ Communauté germanophone : <i>P. Werner</i></li> </ul> </li> </ul>

## VI. Réduction des charges administratives imposées aux agriculteurs

Terminé

## VII. Marchés publics

Référence	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <i>Accord gouvernemental de juillet 2003</i></li> <li>❖ <i>Plan Kafka</i></li> <li>❖ <i>Annexe I à la Convention de coopération du 10 décembre 2003</i></li> <li>❖ <i>AR du 20 juillet 2005 relatif à la simplification des marchés publics ≠ groupe de pilotage Télémarc</i></li> <li>(a) <i>Circulaire et décrets relatifs à la déclaration (implicite) sur l'honneur (circulaire flamande de mai 2007, publiée en sept. 2007)</i></li> </ul>
Rapport 2008	<ul style="list-style-type: none"> <li>(b) En marge du groupe de pilotage fédéral « télémarc » (présidence ASA), un groupe associant Régions &amp; Communautés se réunit régulièrement aux étapes importantes de l'avancement du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Mise à disposition des entités fédérées, toutes les avancées réalisées au niveau fédéral : 4 sources sont actuellement accessibles électroniquement pour les services logistiques fédéraux, régionaux et communautaires : centrale des bilans de la BNB, fichier des cotisations de sécurité sociale (ONSS), fichier d'inscription à la TVA, BCE (situation juridique des entreprises)</i></li> <li>- <i>Mises à disposition du matériel didactique nécessaire à l'utilisation des sources par voies électroniques (manuel – faq's- service helpdesk de 1<sup>ère</sup> ligne)</i></li> <li>- <i>Séance de formation du 3 octobre 07 : l'ASA a invité les régions et communautés à la séance générale de formation.</i></li> </ul> </li> <li>(c) Développement et passage vers digiflow 2.5 (mars 2008)</li> <li>(d) Première évaluation de la Circulaire fédérale relative à la « déclaration implicite sur</li> </ul>

	<p>l'honneur » (mai 2008)</p> <p>(e) Portail marché public commun à la Région Wallonne &amp; à la Communauté Française</p> <p>(f) Définition des besoins fonctionnels de la gestion des utilisateurs du projet Télémarc relevant des 2 aspects simplification administrative et protection vie privée à intégrer dans le nouveau release digiflow 2.9</p> <p>(g) Elaboration des critères d'organisation du UM Fedict général pour Télémarc sur base des analyses de l'existant</p> <p>(h) Elaboration d'un cadastre des pouvoirs adjudicateurs par niveau de pouvoir( fédéral OK, régions en cours)</p> <p>(i) Proposition d'un numéro unique de marché public : consultations en cours</p> <p>(j) Extension pouvoirs locaux dans leur contexte opérationnel : vérification des besoins, du champ d'application, du timing ...:</p> <p>(k) Réunions d'explications bilatérales avec les régions et communautés : travaux d'exécution en cours et plan d'approche des pouvoirs locaux</p>
<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuel Digiflow générique mis à jour en avril 2008 (ASA-Fedict)</li> <li>✓ FAQ et informations quantitatives (Chancellerie-ASA)</li> <li>✓ Définitions des rôles et responsabilités des partenaires de Télémarc (ASA)</li> <li>✓ Analyse et inventaire des pouvoirs adjudicateurs (ASA)</li> <li>✓ Structure d'un numéro de marché public standard (ASA)</li> <li>✓ Guide de la Région wallonne et la Communauté française ont réalisé un guide intégré pour fonctionnaires reprenant toutes les démarches ainsi qu'un cours en ligne</li> </ul>
<b>Objectifs 2009</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Communication des avancées de digiflow 2.9.</li> <li>2. Surveillance décentralisée du taux d'utilisation et de non utilisation des flux électroniques (monitoring/reporting) sur base des nouveaux outils : contextes, gestionnaires, rapportage statistique, ...</li> <li>3. Organiser les modalités d'accès de tous les niveaux de pouvoir, aux nouvelles sources authentiques disponibles aux pouvoirs adjudicateurs de marchés publics (dettes fiscales)</li> <li>4. Extension aux pouvoirs locaux : introduction dans le cadastre des pouvoirs adjudicateurs selon plan d'approche</li> <li>5. Extension aux pouvoirs locaux : structure de surveillance par région</li> <li>6. Extension aux pouvoirs locaux : formations – communications à organiser conjointement par fédéral et régions</li> <li>7. Mesures d'encouragement à intensifier l'utilisation tous niveaux de pouvoir</li> <li>8. Déclaration sur l'honneur : extension de l'obligation de la DIH à d'autres entités</li> <li>9. Extension à d'autres contextes/utilisateurs potentiels (voir par ex. demande du SPF Finances (BNB), de DGEE (dettes fiscales) selon décision du comité de concertation « Marchés publics » entre le fédéral et les entités fédérées, avec engagement réciproque de planification).</li> </ol>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos</i></li> <li>▪ Fedict : <i>Luc Van Tilborgh – E. Van Renterghem</i></li> <li>▪ Pour les entités fédérées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande : <i>H. Arents, G.Mareels, M. Briessinck, Ph. Herbosch, K. Verdonck, S. Vermeir (??) et P. Verbinnen</i> (Région Flamande- afdeling Overheidsopdrachten)</li> </ul> </li> <li>▪ Pour les pouvoirs locaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Région Wallonne : <i>J-P. Bertier, D. Cornet, B. Van Bastelaer, E. Claeys, E. Davio ? D. Desuenne ?</i></li> <li>- Communauté Française : <i>V. Mathy, S. Rocour, M. Rothschild, M. Havet</i></li> <li>- Région Bruxelles Capitale : <i>A. Geraerds, P. Vilain, F. Du Mortier</i></li> <li>- Communauté Germanophone : <i>B. Hick</i></li> </ul> </li> </ul>

## VIII. La base de données « diplômes »

<b>Référence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <i>L'ASA et les Communautés Française et Flamande souhaitent travailler ensemble à la construction d'une base de données des diplômes.</i></li> <li>❖ <i>De plus, le Selor aimerait disposer d'un certain nombre d'informations dans le cadre des procédures qu'il organise et coordonne.</i></li> </ul>
<b>Objectifs 2009</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire l'inventaire des outils déjà disponibles et des bases de données existantes dans les administrations des communautés .</li> <li>2. Améliorer la qualité et l'accessibilité de ces bases de données,</li> <li>3. Constituer un groupe de travail, éventuellement avec une assistance externe, qui sera chargé d'évaluer le résultat de l'analyse préalable du projet.</li> </ol> <p><i>Rapport sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>les bases de données existantes (nature et crédibilité des données, formats)</i></li> <li>- <i>les besoins des utilisateurs.</i></li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. Dresser l'inventaire des réglementations relatives à l'accès à la profession: dans quels cas une simplification est-elle possible ou souhaitable ?</li> </ol> <p>❖ <b>DELAIS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <u>2009</u> : Réalisation d'une analyse préalable qui donne lieu à un rapport et éventuellement à des propositions d'actions qui seront présentées au Comité de concertation.</li> <li>➤ <u>2009-2010</u> : Réalisation des actions pour lesquelles le Comité de concertation décide éventuellement sur la base des conclusions de l'analyse préalable.</li> </ul>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les « sources » : principalement les Communautés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Flamande : G. Mareels (CORVE), I. Erauw et M. Scheys (dépt enseignement et formation)</li> <li>- Communauté Française : G.Habyarimana, O. Mahy</li> </ul> </li> <li>▪ Les « utilisateurs » : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>SPF Economie et Classes Moyennes (accès à la profession – connaissance de base gestion d'entreprise et connaissances professionnelles sectorielles),</i></li> <li>- <i>SPF Santé publique (professions médicales et paramédicales),</i></li> <li>- <i>Selor (fonction publique),</i></li> <li>- <i>Communautés et Régions.</i></li> </ul> </li> </ul>

## IX. Simplification administrative pour les personnes handicapées

<b>Référence / contexte</b>	<p><i>Une collaboration permettrait de répondre, notamment, à deux objectifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <i>éviter la répétition d'examens médicaux et de procédures administratives imposés par de nombreuses réglementations (en matière de stationnement, de prêt de matériel médical, d'enseignement, de sécurité sociale, etc.)</i></li> <li>❖ <i>harmoniser certaines dispositions discordantes.</i></li> </ul>
<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Etude de l'ASA 2005-2006 « Digihan »</li> </ul>

<b>Objectifs</b> <b>2009</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Désignation des personnes de contact par niveau de pouvoir.</li> <li>2. Constitution d'un dossier, par l'ASA et les régions et communautés, décrivant le parcours du handicapé pour obtenir les droits, avantages en compensation du handicap. Préconisation de la méthode des profils de citoyens utilisée aux Pays-Bas pour définir et mesurer ces charges administratives.</li> <li>3. Synthèse graphique et chiffrée (temps et argent dépensés) par niveau de pouvoir.</li> <li>4. Planification et organisation des travaux avec les acteurs concernés.</li> <li>5. Rendre l'information plus accessible aux personnes handicapées (voir projet ASA à la demande de DG-PH).</li> <li>6. Application de la collecte unique de données à de nouvelles procédures (flux- BCSS-communes).</li> </ol>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : Dominique De Vos/Bruno Barreto/Thierry Elsoucht</li> <li>▪ BCSS: <i>G. De Fauw</i></li> <li>▪ Pour les Régions et Communautés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Française : <i>M. Havet</i></li> <li>- Région Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li> <li>- Région Wallonne : <i>R. Materne</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>???</i></li> <li>- Communauté germanophone : <i>???</i></li> </ul> </li> </ul>

## X. La simplification des formulaires

<b>Référence / contexte</b>	❖ <i>Echange de documents, d'informations et de bonnes pratiques en matière de simplification et de lisibilité des formulaires. (Activité permanent.).</i>
<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Easi Wal « <a href="#">pré-remplissage de formulaires et formulaires intelligents</a> » ;</li> <li>✓ ISA (<a href="http://www.isa.cfwb.be/index.php?id=formulaires-intelligents">http://www.isa.cfwb.be/index.php?id=formulaires-intelligents</a> ) ;</li> <li>✓ Dienst Wetsmatiging (<a href="http://www.vlaanderen.be/formulieren">www.vlaanderen.be/formulieren</a> )</li> </ul>
<b>Rapport</b> <b>2008</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Région Flamande discussion d'intégration des décrets « formulaires » et « e-gov ».</li> <li>2. Région wallonne : Séminaire international (décembre 2008)</li> </ol>
<b>Objectifs 2009</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les partenaires poursuivent leurs échanges d'informations à toutes fins utiles.</li> <li>2. Les partenaires ajoutent sur leurs sites internet respectifs des liens vers les documents intéressants issus d'autres niveaux de pouvoir.</li> <li>3. Travaux d'intégration des données fédérales &amp; régionales dans des formulaires pré-remplis : objectifs à préciser.</li> </ol>
<b>Personne de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA</li> <li>▪ Pour les Communautés et Régions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Française : <i>M. Havet, O. Mahy</i></li> <li>- Région Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>D. Plas et E. Vermoesen</i></li> </ul> </li> </ul>

## XI. Les réductions et exonérations automatiques du précompte immobilier

(pour mémoire : le projet est suspendu par manque de priorisation politique)

Référence / contexte	<ul style="list-style-type: none"><li>❖ <i>Loi spéciale du 16 janvier 1998 relative au financement des Régions et Communautés</i></li><li>❖ <i>Décret flamand du 9 juin 1998</i></li></ul>
Documents	✓ Etude sur le précompte immobilier (ASA – 2007)
Objectifs	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Réaliser une automatisation des exonérations et des réductions dans les trois régions (actuellement, elle n'existe qu'en Flandre).</li><li>2. <u>Aboutir à l'avantage suivant</u> : annuellement, 66.500 contribuables pourront être reconnus automatiquement comme ayant droit à une réduction sans aucune démarche préalable (perception plus juste de l'impôt).</li><li>3. Le SPF Finances pourra contrôler automatiquement les droits accordés actuellement à 685.000 contribuables.</li><li>4. Attente du point de vue du gouvernement bruxellois et wallon.</li></ol>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ ASA : <i>Erwin De Pue et Dominique De Vos</i></li><li>▪ Pour les Communautés et Régions :<ul style="list-style-type: none"><li>- Région Wallonne : <i>V. Sepulchre</i></li></ul></li></ul>

## XII. La signature électronique

Référence / contexte	<ul style="list-style-type: none"><li>❖ <i>La loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification dispose en son article 4, § 3 que :</i> « Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, soumettre l'usage des signatures électroniques dans le secteur public à des exigences supplémentaires éventuelles. Ces exigences doivent être objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires et ne s'appliquer qu'aux caractéristiques spécifiques de l'application concernée. Ces exigences ne peuvent pas constituer un obstacle aux services transfrontaliers pour les citoyens ».</li></ul> <p>Cette disposition n'a jamais été exécutée de sorte qu'actuellement chaque administration qui développe un projet E-gov peut prévoir la manière dont elle signera avec tout ce que cela comporte en termes d'insécurité juridique pour le citoyen et les entreprises.</p>
Documents :	✓ Présentation ppt. ASA pour séance de formation
Objectifs 2009	<p>Easi-Wal réalise au premier semestre 2009 une étude sur les alternatives électroniques à l'envoi recommandé et transmettra les résultats de celle-ci à l'ASA : l'option retenue sera l'envoi recommandé électronique avec signature par e-ID, ce qui impliquerait une modification de la loi fédérale.</p> <p>Le débat se déroule essentiellement au niveau fédéral, porte sur la valeur légale de la signature électronique et devrait déboucher sur l'adoption d'une nouvelle loi (ou d'une nouvelle circulaire) précisant notamment la notion « <i>d'acte authentique signé électroniquement</i> ».</p>
Personnes de contact	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ ASA : <i>Dominique De Vos + ?</i></li><li>▪ Pour les Communautés et Régions :<ul style="list-style-type: none"><li>- Communauté Française : <i>G. Habyarimana et M. Havet</i></li><li>- Région Flamande : <i>G. Mareels (CORVE) et W. Martens (eIB)</i></li><li>- Région Wallonne : <i>???</i></li><li>- Région Bruxelles-Capitale : <i>???</i></li></ul></li></ul>

### XIII. Les visites d'entreprises de la Région Wallonne

(pour mémoire)

### XIV. Amélioration continue des contacts entre les administrations fédérales, régionales et communautaires

<b>Objectifs 2009</b>	<b><u>Continuer sur la lancée :</u></b> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Sur certains dossiers de simplification, établir des ponts entre les « experts métiers » des administrations fédérales, régionales et communautaires.</li><li>2. Les communautés et les régions signalent à l'ASA l'existence de tout projet de simplification. L'ASA rappelle que toute demande de simplification concernant les données partagées entre le fédéral et les autres niveaux de pouvoir relève notamment du Fédéral, d'où la nécessaire présence du Fédéral pour avancer.</li><li>3. L'ASA demande aux Communautés et Régions si elles utilisent les banques de données produites par les administrations au fédéral, et si oui, lesquelles ?</li></ol>
<b>Personnes de contact</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pour les Communautés et Régions :<ul style="list-style-type: none"><li>- Communauté Française : <i>M. Havet</i></li><li>- Région wallonne : <i>R. Materne</i></li><li>- Région Flamande (Dienst Wetsmatiging) : <i>E. Vermoesen</i></li><li>- Région Bruxelles Capitale : <i>R. Slock</i></li><li>- Communauté Germanophone : <i>B. Hick</i></li></ul></li></ul>

### XV. Vente des immeubles

<b>Référence / contexte</b>	<p>Selon un classement de la Banque Mondiale (Doing business, Registering property), la Belgique se trouve au bas de l'échelle en matière de vente immobilière (132 jours de délai pour réaliser une vente contre 1 seul en Suède). La procédure d'achat d'une maison et d'un terrain est compliquée, coûteuse et longue.</p> <p>A l'automne 2008, le SPF Finances et la Fédération Royale du Notariat Belge (FRNB) ont sollicité l'aide de l'ASA pour soutenir et coordonner le projet DERve (<u>D</u>ocument <u>E</u>lectroniquement <u>R</u>econnaisable pour la <u>V</u>ente/<u>V</u>erkoop de biens immobiliers), qui permettra à terme le traitement et l'enregistrement des actes de vente par voie électronique.</p>
<b>Objectifs 2009</b>	<p>Il a été convenu de développer entre l'ASA, la FRNB et le SPF Finances certaines applications en s'appuyant notamment sur le FSB (Federal Service Bus) et de réutiliser les composants développés dans le cadre de l'e-Depot (ASA et FRNB) ou du projet STIPAD (SPF Finances-Documentation patrimoniale).</p> <p>L'ASA, en accord avec toutes les parties prenantes, a élaboré et planifié un projet accepté par le Groupe de guidance du DERve.</p> <p>Un plan étendu aux régions a aussi été imaginé. Selon ce plan, le premier semestre 2009 sera consacré à une analyse fonctionnelle et technique sous la houlette d'un consultant désigné par</p>

	<p>l'ASA. L'objectif : dresser l'inventaire des divers processus enclenchés lors d'une vente immobilière. A l'heure actuelle, le notaire doit obtenir une série de données avant de rédiger un acte de vente (urbanisme, cadastre, hypothèque, organisations environnementales, ...), données réparties à raison d'un tiers pour le fisc et de deux tiers pour les matières régionales. Selon une première analyse de la CORVE (<i>Coördinatieceel Vlaams e-Government, e-gov en ICT-Beheer</i>) il faudrait quatre ans pour informatiser les formulaires de captation d'informations utilisés dans les services régionaux flamands et indispensables au notaire dans le cas d'une vente immobilière. DERve « étendu » va se concentrer sur la simplification des formulaires et des procédures et exploitera les services Bus régionaux.</p> <p>Les autres régions sont invitées à se joindre au projet pour la fin 2009, selon une approche idéalement similaire ; un protocole comparable au protocole e-Gov pourrait être conclu. Un inventaire des procédures wallonnes et bruxelloises, en collaboration avec la FRNB, sera dans un premier temps indispensable.</p>
<p><b>Personnes de contact</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ASA : Erwin De Pue et Luc Gathy</li> <li>▪ Pour les Communautés et Régions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communauté Française : ???</li> <li>- Région Flamande : <i>Lieven Raes</i></li> <li>- Région Wallonne : <i>Stéphanie Scailquin</i></li> <li>- Région Bruxelles-Capitale : ???</li> <li>- Communauté germanophone : ???</li> </ul> </li> </ul>

## *Personnes de contact*

---

### *ASA – Agence pour la simplification administrative*

Rue Ducale, 4 – 1000 Bruxelles  
Tél : 02/289.00.60 – Fax : 02/289.00.76.  
[asa@premier.fed.be](mailto:asa@premier.fed.be)

**Dominique De Vos**  
Directrice générale adjointe  
Tél : 02/289.00.68.  
[Dominique.devos@premier.fed.be](mailto:Dominique.devos@premier.fed.be)

**Erwin De Pue**  
Directeur général  
Tél : 02/289.00.73  
[Erwin.depue@premier.fed.be](mailto:Erwin.depue@premier.fed.be)

**Thierry Elsoucht**  
Chargé de mission ASA  
Tél : 02/289.00.62.  
[Thierry.elsoucht@premier.fed.be](mailto:Thierry.elsoucht@premier.fed.be)

### *Easi-wal (Région wallonne)*

Chaussée de Charleroi, 83B  
5000 Namur (Salzennes)  
Tél : 081/33.05.60  
Fax : 081/33.05.61  
[info@easi.wallonie.be](mailto:info@easi.wallonie.be)

**Roland Materne**  
Commissaire-adjoint en charge de la  
simplification administrative  
Tél : 081/40.92.69.  
[Roland.materne@easi.wallonie.be](mailto:Roland.materne@easi.wallonie.be)

**Stéphanie Scailquin**  
Juriste simplification administrative  
Tél : 081/40.92.70.  
[Stephanie.scailquin@easi.wallonie.be](mailto:Stephanie.scailquin@easi.wallonie.be)

**Sophie Beaufays**  
Cabinet Ministre-Président  
[sophie.beaufays@gov.wallonie.be](mailto:sophie.beaufays@gov.wallonie.be)

### *Dienst Wetsmatiging (Région et Communauté flamande)*

Bâtiment Baudouin  
Av. Baudouin 30 Bruxelles 1000  
Tél : 02/553.17.11. Fax : 02/553.17.12.  
[wetsmatiging@vlaanderen.be](mailto:wetsmatiging@vlaanderen.be)

**Ellen Vermoesen**  
Dienst wetsmatiging  
Tél : 02/553.17.13.  
[Ellen.vermoesen@bz.vlaanderen.be](mailto:Ellen.vermoesen@bz.vlaanderen.be)

**Geert Mareels**  
CORVE  
Tél : 02/553.00.29.  
[Geert.mareels@bz.vlaanderen.be](mailto:Geert.mareels@bz.vlaanderen.be)

**Martin Ruebens**  
Cabinet Ministre-président Kris Peeters  
[Martin.ruebens@vlaanderen.be](mailto:Martin.ruebens@vlaanderen.be)

## *ISA – Internet & Simplification administrative (Communauté française)*

Espace 27 septembre  
Boulevard Léopold II 44  
1080 Bruxelles  
Tél : 02/413.20.78  
Fax : 02/600.06.20.  
[isa@cfwb.be](mailto:isa@cfwb.be)

**Maurice Havet**  
Responsable de service  
Tél : 02/413.20.82.  
[Maurice.havet@cfwb.be](mailto:Maurice.havet@cfwb.be)

**Laurent Delporte**  
Responsable Internet ISA  
Tél : 02/413.30.57.  
[Laurent.delporte@cfwb.be](mailto:Laurent.delporte@cfwb.be)

**Gaspard Habyarimana**  
**Vincent Mathy**

**Stéphane Dehombreux**  
Cabinet M. Daerden (fonction publique)  
Tél : 02/533.71.18  
[stephane.dehombreux@cfwb.be](mailto:stephane.dehombreux@cfwb.be)

**Michel Chapel**  
Cabinet M. Daerden (fonction publique)  
Tél : 02/533.71.17  
[michel.chapel@cfwb.be](mailto:michel.chapel@cfwb.be)

## *Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Cellule simplification administrative & e-government*

Boulevard du Jardin Botanique 20  
1035 Bruxelles  
Tél : 02/800.35.68.

**Ruben Slock**  
[rslock@mbhg.irisnet.be](mailto:rslock@mbhg.irisnet.be)

**Laurent Coppens**  
Cabinet Grouwels  
02/517.13.92  
[lcoppens@grouwels.irisnet.be](mailto:lcoppens@grouwels.irisnet.be)

## *Ministère de la Communauté germanophone*

Gospertstraße 1  
4700 Eupen  
Tél : 087/59.63.00

**Bruno Hick**  
Chef du service informatique  
Tél : 087/59.63.09.  
[Bruno.hick@dgov.be](mailto:Bruno.hick@dgov.be)